

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative d'Évry  
Boulevard de France  
91010 Évry-Courcouronnes

Évry-Courcouronnes, le 11 avril 2021

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LORY FONDERIES**

lieu dit Les Merisiers  
ZI Brières les Scellés  
91150 BRIERES LES SCELLES

Références : D2022-0322

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2022 dans l'établissement LORY FONDERIES implanté lieu dit Les Merisiers ZI Brières les Scellés 91150 BRIERES LES SCELLES. L'inspection a été annoncée le 07/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LORY FONDERIES
- lieu dit Les Merisiers ZI Brières les Scellés 91150 BRIERES LES SCELLES
- Code AIOT dans GUN : 0006503834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société LORY FONDERIES fabrique des contre-poids de grue mobile (30 % de la production), des masses en fonte pour les chariots de manutention et pour les machines de travaux publics (30 % de la production) ainsi que des quilles de bateaux (30 % de la production).

LORY FONDERIES a également développé une gamme de produits pour le matériel agricole (10 % de la production).

Cette société, implantée dans la zone industrielle de Brières-les-Scellés au lieu-dit « Les Merisiers » a été construite en 1972. L'usine a été reprise en avril 1997 par le groupe hollandais NIJG après deux dépôts de bilan. 80 % du chiffre d'affaires est réalisé à l'export.

La société LORY FONDERIES emploie 47 personnes.

### Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de l'arrêté préfectoral de sanction (astreinte administrative) n°2021-PREF-DCPPAT/BUPPE/175 du 5 juillet 2021
- suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-PREF-DCPPAT/BUPPE/177 du 8 juillet 2021

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Flux annuel des émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale
Suivi des Composés Organiques Volatils avec mentions de danger	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	/	Amende
Entretien des décanteurs séparateurs à hydrocarbures	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	/	Amende
Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale
Transmission des données d'autosurveillance	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	/	Amende
Étiquetage	AP Complémentaire du 23/11/2006, article 7.7	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Disponibilité des cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 1	/	Sans objet
Cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 1	/	Sans objet
Conditions de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 1	/	Sans objet
Caractéristiques du réseau de surveillance	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	/	Sans objet
Fréquence de contrôle des rejets atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	/	Sans objet
Fiches de données de sécurité (FDS)	AP Complémentaire du 23/11/2006, article 7.7	/	Sans objet
Maintenance des moyens d'intervention	AP Complémentaire du 23/11/2006, article 7.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits lors de l'inspection du 11 février 2022 n'ont pas permis d'acter le respect de

- l'arrêté préfectoral de sanction (astreinte administrative) n°2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/175 du 5 juillet 2021 ;
- l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-PREF-DCPPAT/BUPPE/177 du 8 juillet 2021.

Concernant le suivi de l'arrêté préfectoral de sanction (astreinte administrative) n°2021-PREF-DCPPAT/BUPPE/175 du 5 juillet 2021 :

L'inspection du 11 février 2022 a permis de constater le respect des prescriptions suivantes :

- rendre disponible en permanence les volumes des cuvettes de rétention, conformément aux dispositions de l'article 7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 susvisé ;
- stocker les déchets dangereux conditionnés en emballage sur des aires couvertes, conformément aux dispositions de l'article 3.2 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 ;
- associer une capacité de rétention à tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, conformément aux dispositions de l'article 7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

Toutefois, l'exploitant ne respecte pas la prescription concernant le flux annuel des émissions diffuses en composés organiques volatils, pour les activités finition. L'exploitant ne peut pas répondre à cette disposition sans avoir fait réaliser le Plan de Gestion des Solvants (PGS).

Aussi, l'exploitant a adressé par courriel du 4 février 2022 la proposition commerciale émise par la société KALI'AIR pour la réalisation du PGS au titre de l'année 2021. Cette proposition commerciale a été acceptée et signée par la société LORY FONDERIES. L'élaboration du PGS est donc en cours.

C'est la raison pour laquelle l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Essonne d'accorder un ultime délai d'un mois à l'exploitant afin de fournir le PGS et ainsi démontrer qu'il respecte la prescription applicable concernant le flux annuel des émissions diffuses en composés organiques volatils.

Concernant le suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-PREF-DCPPAT/BUPPE/177 du 8 juillet 2021 :

L'inspection du 11 février 2022 a permis de constater le respect des prescriptions suivantes :

- l'article 6.7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 (respect des caractéristiques du réseau de surveillance utilisé pour la surveillance des eaux souterraines) ;
- l'article 3.1 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 (respect de la fréquence de contrôle annuelle des rejets atmosphériques).

Toutefois, l'exploitant ne respecte pas les prescriptions suivantes :

- l'article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 (suivi des composés organiques volatils à mention de danger) ;
- l'article 2.4 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 (entretien des décanteurs séparateurs à hydrocarbures) ;
- l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 (renseigner la déclaration annuelle des émissions polluante et des déchets) ;
- l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 (transmission des données d'autosurveillance du suivi des eaux souterraines à partir de l'application GIDAF).

Considérant que ce non-respect constitue un manquement caractérisé de la mise en demeure issue de l'arrêté susvisé, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Essonne de prendre à l'encontre de l'exploitant et en application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, un arrêté prescrivant une amende administrative d'un montant de mille Euros (1000€) à l'encontre de la société LORY FONDERIES compte tenu du non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-PREF-DCPPAT/BUPPE/177 du 8 juillet 2021.

Concernant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI 3/BE/0242 du 23 novembre 2006 :

L'inspection du 11 février 2022 a permis de constater le respect des prescriptions suivantes :

- l'article 7.7 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 (fiches des données de sécurité) ;
- l'article 7.1 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 (maintenance des moyens d'intervention) ;

Toutefois, l'exploitant ne respecte pas la prescription issue de l'article 7.7 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 concernant l'étiquetage des fûts, réservoirs et récipients fixes.

Concernant ce point, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Essonne de demander à l'exploitant de bien vouloir informer l'inspection, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite, des actions engagées pour répondre à cet écart.

#### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Disponibilité des cuvettes de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des risques de pollution des sols
<b>Prescription contrôlée :</b> Rendre disponible en permanence les volumes des cuvettes de rétention, conformément aux dispositions de l'article 7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 susvisé
<b>Constats :</b> Les constats faits lors de l'inspection du 11/02/2022 permettent de confirmer la disponibilité des volumes des cuvettes de rétention.  Notamment, le GRV contenant le produit INDURITORE H28 et le GRV contenant le produit H715, tous les deux situés à l'extérieur, à l'angle nord est du bâtiment fusion, sont associés à des bacs de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Cuvettes de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des risques de pollution des sols
<b>Prescription contrôlée :</b> Associer une capacité de rétention à tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, conformément aux dispositions de l'article 7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 susvisé.
<b>Constats :</b> L'inspection du 11/02/2022 a permis de constater qu'une capacité de rétention est bien associée à tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Conditions de stockage des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Stocker les déchets dangereux conditionnés en emballage sur des aires couvertes, conformément aux dispositions de l'article 3.2 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 susvisé

**Constats :** L'inspection du 11/02/2022 a permis de constater que les déchets dangereux conditionnés en emballage sont stockés sur des aires couvertes, comme le montre la photo ci-dessous:



Lors de l'inspection du 13/12/2019



Lors de l'inspection du 11/02/2022

L'inspection des installations classées précise que les stockages présents à gauche sur la photo prise lors de l'inspection du 11/02/2022 sont des contenants vides.

L'exploitant a par ailleurs précisé que les caniveaux aménagés dans la zone de stockage des déchets sont régulièrement nettoyés et qu'une réfection globale des sols de cette zone est prévue pour la période des mois d'avril / mai 2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Flux annuel des émissions diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> S'assurer que le flux annuel des émissions diffuses en composés organiques volatils, pour les activités finition, soit inférieur à 20 % de la quantité totale de solvants utilisés, conformément aux dispositions de l'article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 susvisé
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 11/02/2022, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il respecte le flux annuel des émissions diffuses en composés organiques volatils.  L'exploitant n'a pas fait réaliser le Plan de Gestion des Solvants (PGS), ce document étant nécessaire à la justification du flux annuel des émissions diffuses.  Toutefois, l'exploitant avait adressé par courriel du 4 février 2022 la proposition commerciale émise par la société KALI'AIR pour la réalisation du PGS au titre de l'année 2021. Cette proposition commerciale a été acceptée et signée par la société LORY FONDERIES. L'élaboration du PGS est donc en cours.  C'est la raison pour laquelle l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Essonne d'accorder à l'exploitant un ultime délai d'un mois afin de fournir le PGS et ainsi démontrer qu'il respecte la prescription applicable concernant le flux annuel des émissions diffuses en composés organiques volatils.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Caractéristiques du réseau de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Respecter les caractéristiques du réseau de surveillance utilisé pour la surveillance des eaux souterraines
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 11 février 2022, l'exploitant a déclaré que le piézomètre n°3 a été réparé et que le réseau de surveillance a été rétabli.  Par courriel en date du 11 février 2022, l'exploitant a transmis la facture n° 003M033L0215 de la société GINGER, datée du 17 décembre 2021, pour la neutralisation d'un piézomètre existant et la réalisation d'un nouveau piézomètre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Composés Organiques Volatils avec mentions de danger

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> Justifier de l'absence d'utilisation de composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, ainsi que les substances à phrases de risques R45, R46, R49, R60, R61 et halogénés étiquetés R40 tels que définis dans l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ; Pour information, l'inspection des installations classées précise que les substances mentionnées ci-dessus correspondent aux COV avec mentions de dangers H340, H350, H350i, H360D ou H360F, et COV halogénés avec mentions de danger H341 ou H351 selon la réglementation actuellement en vigueur.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 11 février 2022, l'exploitant n'a pas de nouveaux éléments à présenter sur ce point. Toutefois, il s'est engagé à réaliser le suivi des solvants à phrase de risque pour la fin du mois de mars 2022.  Par courriel en date du 21 mars 2022, l'exploitant a précisé qu'il n'avait pas avancé sur ce sujet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

**Nom du point de contrôle :** Entretien des décanteurs séparateurs à hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Assurer l'entretien des décanteurs séparateurs à hydrocarbures
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 11 février 2022, l'exploitant a déclaré que les décanteurs à hydrocarbures ont été entretenus.  L'exploitant a présenté une offre commerciale du groupe CHIMIREC, datée du 25 octobre 2021, pour des prestations de pompage et nettoyage d'ouvrages sur site.  Cette offre commerciale ne précise pas le nombre de séparateurs qui seront nettoyés.  Par ailleurs, l'exploitant n'a pas transmis les factures correspondantes à ces opérations.  Par courriel en date du 21 mars 2022, l'exploitant a précisé que la société SNAVEB interviendrait dès le 22 mars 2022 pour l'entretien des séparateurs à hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

**Nom du point de contrôle :** Fréquence de contrôle des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> Respecter la fréquence de contrôle annuelle des rejets atmosphériques.
<b>Constats :</b> Par courriel en date du 13 janvier 2022, l'exploitant a transmis le rapport d'essai référencé CKL21/A480/PR01 - Campagne de mesures annuelles sur les rejets atmosphériques du site - édité par KALI'AIR le 23 décembre 2021 suite à la campagne réalisée du 22 au 25 novembre 2021.  Par courriel en date du 10 février 2022, l'exploitant a transmis le bon de commande n°LF014998 pour la réalisation de mesures des rejets atmosphériques par la société KALI'AIR (2 mesures en mars, 2 en avril, 2 en mai).  Lors de l'inspection du 11 février 2022, l'exploitant a précisé que des actions sont en cours suite aux résultats obtenus lors de la campagne de mesure du mois de novembre 2021. L'exploitant précise que les mesures qui seront réalisées par KALI'AIR font parties d'un plan d'action visant à mieux comprendre et mieux maîtriser les rejets atmosphériques, notamment en composés organiques volatils.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Renseigner la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets sur le site internet GERE (accessible depuis le portail <a href="https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr">https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr</a> ) si les seuils définis par l'arrêté du 31 janvier 2008 sus-mentionné ont été atteints pour l'année N-1 (notamment si la quantité de déchets dangereux générés est supérieure à 2t). L'exploitant devra au préalable créer un compte cerbere via le lien suivant : <a href="https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/creation-dun-compte-cerbere">https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/creation-dun-compte-cerbere</a>
<b>Constats :</b> Par courriel en date du 28 janvier 2022, l'exploitant précise qu'il n'est pas en mesure d'obtenir l'intégralité des données nécessaires à la réalisation de la déclaration GERE dans le délai imposé par l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2021 sus-mentionné. L'exploitant précise que ce retard est dû à la crise sanitaire du COVID 19, qui perturbe le fonctionnement de la société.  Lors de l'inspection du 11 février 2022, l'exploitant a précisé que la déclaration GERE était initiée et qu'elle était renseignée à hauteur de 70%. L'exploitant a ajouté que le Plan de Gestion des Solvants (PGS) ainsi que les derniers résultats des mesures des rejets atmosphériques sont attendus afin de finaliser la déclaration.  L'inspection des installations classées précise que la consultation de la base GERE le 17 mars 2022 permet de constater que la déclaration des émissions polluantes de la société LORY FONDERIES a bien été initiée. L'état d'avancement de la déclaration est de 75%.  Par ailleurs, l'exploitant a adressé par courriel du 4 février 2022 la proposition commerciale émise par la société KALI'AIR pour la réalisation du PGS au titre de l'année 2021. Cette proposition commerciale a été acceptée et signée par la société LORY FONDERIES. L'élaboration du PGS est donc en cours.  C'est la raison pour laquelle l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Essonne d'accorder à l'exploitant un ultime délai d'un mois afin de finaliser sa déclaration GERE.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Transmission des données d'autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Transmettre les données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, en transmettant les données d'autosurveillance du suivi des eaux souterraines à partir de l'application GIDAF.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 11 février 2022, l'exploitant n'a pas de nouveaux éléments à transmettre sur ce sujet.  L'inspection des installations classées a consulté la base de données GIDAF le 17/03/2022.  Cette consultation renvoie 3 résultats pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'autosurveillance des eaux superficielles en juin 2021 : déclaration initialisée mais non validée ;</li><li>- l'autosurveillance des eaux souterraines en juin 2021 : déclaration validée consultée : Les données des piézomètres 1, 2 et 4 sont présentées. Les prélèvements ont été réalisés le 22 juin 2021 ;</li><li>- l'autosurveillance des eaux superficielles en septembre 2021 : déclaration initialisée mais non validée.</li></ul> Or, l'inspection des installations classées rappelle que : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 prescrit le prélèvement et l'analyse des eaux pluviales à fréquence semestrielle ;</li><li>- l'article 6.7.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 prescrit la réalisation des prélèvements et analyses dans les eaux souterraines au minimum deux fois par an.</li></ul> L'exploitant n'a donc pas transmis l'ensemble des éléments d'autosurveillance prescrit par l'arrêté du 23 novembre 2006.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

**Nom du point de contrôle :** Fiches de données de sécurité (FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/11/2006, article 7.7
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature des risques des produits dangereux présents dans l'installation.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 11 février 2022, l'exploitant a présenté la fiche de données de sécurité (FDS) de l'alcool éthylique fournie par BRENNTAG. La FDS est rédigée en français. Elle a été révisée le 05/11/2013 et porte la mention "conforme au règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 (REACH)"
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Etiquetage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/11/2006, article 7.7
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 11 février 2022, il a été constaté la présence d'un bidon d'une contenance d'environ 20 litres qui ne porte pas la dénomination du produit qu'il contient (pas d'étiquetage).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Maintenance des moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/11/2006, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.  Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 11 février 2022, il a été constaté la présence, dans le magasin des modèles bois, des extincteurs suivants :  - 1 extincteur à poudre de type ABC, d'une capacité de 9kg, portant la mention "Vérif. 01/2022" ; - 1 extincteur à poudre de type ABC, d'une capacité de 9kg, portant le n°84 et la mention "Vérif. 01/2022".  L'inspection des installations classées a vérifié, par sondage, que les moyens d'extinction ont bien été vérifiés il y a moins d'un an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet